



Comment les économistes font avancer la politique

Quand il s'agit de dispenser des conseils en matière politique, la corporation des économistes jouit parfois d'une réputation douteuse. Qui ne connaît pas les nombreux préjugés sur les possibilités et les limites de leur science? Ils ne sont pas seuls dans ce cas: des blagues populaires visent également les juristes, les ingénieurs ou les mathématiciens. Les économistes ne doivent pas craindre de revendiquer leur pertinence politique; les conseils qu'ils prodiguent revêtent une grande importance en ce domaine et il est très demandé. En quoi peut-il contribuer – ou non – à une «bonne» politique économique?

Le conseil, résultat de l'offre et de la demande

L'évolution de l'économie a une influence directe sur le bien-être des citoyens. Par conséquent, les acteurs politiques voudraient mieux comprendre la complexité des processus macroéconomiques. En outre, certains dirigeants politiques cherchent à imposer la primauté de la politique sur les mécanismes du marché. Une telle exigence est loin de faire l'unanimité. Les besoins les plus courants des gens finissent toujours, à plus ou moins long terme, par rencontrer des offres sur le marché (sous forme d'échanges volontaires). Résultat: des politiciens affichent d'autant plus leur volonté de piloter le marché par de «bonnes» interventions étatiques et de le mettre sur des rails qui leur conviennent.

En Suisse, des offres variées répondent à la demande de conseils en matière politique. Elles viennent d'instituts universitaires de recherche, de hautes écoles spécialisées, de laboratoires d'idées ou encore de sociétés de conseil privées: dans notre pays, le marché du conseil politique est certes étroit, mais diversifié. Les besoins peuvent être couverts par des prestataires spécialisés dans divers domaines. Dans l'administration fédérale, des économistes occupent également une fonction de conseil.

Le conseil n'est pas facile dans une économie complexe

Dans la littérature relative au conseil économique en politique, on débat depuis des décennies de l'opposition entre la prétention des scientifiques à dispenser des conseils et l'utilité de cette activité pour la vie politique quotidienne. Les économistes soulignent à juste titre l'importance du conseil empirique basé sur des données probantes. Ils se distinguent en cela des lobbyistes, dont l'ambition principale consiste à défendre des intérêts particuliers.

De plus, la plupart des politiciens veulent des résultats sans équivoque et des instructions claires; Des expressions du genre «d'un côté certes ... mais de l'autre ...» ne font pas partie de leur vocabulaire favori.

Ces différentes exigences peuvent engendrer des tensions. L'économie n'est pas une science exacte; il est donc inutile de lui demander une vérité irréfutable. Tel ne peut pas être son but d'ailleurs, puisque la vérité absolue n'existe pas dans un monde (économique) complexe. Cependant, l'économie constitue une base nettement supérieure à toute autre discipline des sciences humaines lorsqu'il s'agit d'élaborer une politique économique, car elle mise systématiquement sur des fondements théoriques et des méthodes empiriques. Le conseil politique peut proposer utilement des moyens d'action aux décideurs, s'ils adoptent des horizons temporels réalistes et cherchent à connaître ce qui détermine l'évolution macroéconomique à long terme ou, tout au moins, celle de certains secteurs. En effet, même la meilleure des politiques ne peut influencer l'économie en l'espace de quelques mois ni savoir quels seront les moteurs du marché dans dix ans.

Il existe des remèdes contre le franc fort

Cela explique également pourquoi il n'est pas facile de formuler une politique économique susceptible de compenser l'appréciation actuelle du franc, laquelle renchérit la production. Bien sûr, on peut imaginer de lever immédiatement par décret les obligations fiscales des entreprises, mais ce ne serait pas très réaliste politiquement. Il vaudrait, par exemple, mieux s'engager de manière crédible à mettre en œuvre, à moyen et à long termes, la troisième réforme de l'imposition des entreprises. Ce projet préservera l'attrait fiscal de la Suisse pour la prochaine décennie, malgré l'abandon des statuts spéciaux cantonaux.

Les économistes voient ainsi clairement les mesures qui doivent avoir la priorité pour atténuer les problèmes posés par le franc fort. Néanmoins, la politique ne doit pas s'attendre à ce que les conseils débouchent sur des dispositifs qui permettraient aux entreprises de ne plus se faire de souci en moins d'un mois.

Le conseil fondé sur des arguments économiques revêt également une grande importance au sein de l'administration publique. Dans ce contexte, il est essentiel que les recommandations s'appuient sur des bases scientifiques transparentes et compréhensibles. Il convient de mettre en lumière les avantages et les inconvénients des interventions politiques dans l'activité économique. Ce qui semble politiquement opportun à court terme peut s'avérer nuisible à long terme sur le plan économique – et vice versa. Les bases décisionnelles fondées sur des théories et sur des preuves doivent être présentées aux décideurs politiques, accompagnées d'explications détaillées. Ayons le courage de l'affirmer: il n'existe pas de solution miracle indemne de contrepartie à tous les problèmes politiques reconnus.

Eric Scheidegger

Chef de la Direction de la politique économique,
Secrétariat d'État à l'économie SECO

eric.scheidegger@seco.admin.ch